

Deux économistes à contre-courant : Sylvia Ostry et Kari Polanyi Levitt, de Michèle Rioux et Hughes Brisson, avec la collaboration de Philippe Langlois, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Politique mondiale », 2018, 128 p.

Samuel Bédard

Volume 38, numéro 3, 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1064741ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1064741ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bédard, S. (2019). Compte rendu de [*Deux économistes à contre-courant : Sylvia Ostry et Kari Polanyi Levitt*, de Michèle Rioux et Hughes Brisson, avec la collaboration de Philippe Langlois, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Politique mondiale », 2018, 128 p.] *Politique et Sociétés*, 38(3), 162–165. <https://doi.org/10.7202/1064741ar>

la situation socioéconomique des femmes. Cependant, ces politiques semblent avoir principalement profité aux familles biparentales, alors que leur portée semble avoir été très limitée pour les familles monoparentales (chap. 19).

Cet ouvrage se présente comme un véritable plaidoyer en faveur de la social-démocratie. Une de ses utilités est de questionner la tendance qu'ont certains à présenter le Québec comme un modèle en matière de politiques sociales. Cependant, l'image un peu idyllique des pays scandinaves aurait gagné à être un peu plus nuancée. Comme l'évoque le chapitre final, les partis d'extrême droite sont très fortement implantés dans le paysage politique dans ces pays. Non seulement ces partis ont gagné du terrain, mais ils ont eu un impact important sur leurs politiques migratoires jadis très accueillantes. Par exemple, le Danemark a mis en place les politiques les plus restrictives en la matière en Europe. Dès lors, il nous paraît qu'un chapitre consacré à l'analyse comparative des politiques d'accueil et d'intégration des immigrants aurait été un choix très judicieux.

L'approche comparative favorisée dans cet ouvrage est incontestablement instructive. Son plus grand mérite est qu'elle offre un repère pour ceux qui rejettent les choix néolibéraux qui ont gouverné nombre de politiques publiques au Québec durant les deux dernières décennies et qui ont souvent été cadrés comme les seuls économiquement viables. Toutefois, cette approche comporte deux principales limites. D'abord, comme le soulèvent certaines contributions, sans pour autant y apporter une réponse satisfaisante, comparer des États souverains bien établis disposant de l'ensemble des leviers de leurs politiques publiques avec une entité fédérée est questionnable. Cela n'est pas anecdotique, notamment pour ce qui est de la fiscalité. Ensuite, la place donnée au Québec dans la comparaison varie grandement à travers les chapitres. Si, dans certains, celui-ci est au centre de l'analyse, dans d'autres, le Québec apparaît de façon résiduelle, donnant parfois l'impression que la comparaison est forcée, et non pas un

élément constitutif de l'analyse. Cela dit, si l'on approche *Social-démocratie 2.1* de façon globale, la pertinence scientifique et sociale de cette seconde édition est incontestable, aussi bien pour le spécialiste que pour le lecteur novice.

Abdelkarim Amengay

Candidat au doctorat en cotutelle,
Sciences Po Paris et Université d'Ottawa
abdelkarim.amengay@sciencespo.fr

Deux économistes à contre-courant: Sylvia Ostry et Kari Polanyi Levitt, de Michèle Rioux et Hughes Brisson, avec la collaboration de Philippe Langlois, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, coll. « Politique mondiale », 2018, 128 p.

Alors qu'en marge de la renégociation des termes du libre-échange avec le Canada et le Mexique, les États-Unis brandissent le spectre d'une guerre commerciale, la parution, en mai 2018, de *Deux économistes à contre-courant* arrive à point nommé. La professeure Michèle Rioux et le chercheur indépendant Hughes Brisson se sont habilement saisis de l'incertitude planant actuellement sur la politique étrangère canadienne pour jeter un éclairage nouveau sur Sylvia Ostry et Kari Polanyi Levitt. Appréciable tant pour son historicité que son actualité, l'ouvrage fait la rétrospective des débats qui ont marqué l'économie politique du vingtième siècle, à partir du récit de *celles* qui, dès les années 1980, ont pressenti les débâcles de la mondialisation.

Condensé en une centaine de pages, le livre fait un tour d'horizon de la contribution de ces femmes à l'économie, tant au Canada qu'à travers le monde. Si l'introduction donne l'impression que la proximité entre ces deux figures – dont la feuille de route respective aurait mérité un livre qui leur soit entièrement dédié – va de soi, les sections subséquentes révèlent que ce rapprochement est en réalité l'aboutissement d'un travail de recherche considérable. Mis à part les racines européennes et le caractère éminemment précurseur de leur ascension,

dans une discipline alors exclusivement masculine, les économistes ne sont pas, à première vue, particulièrement compatibles, d'autant moins qu'elles n'ont jamais formellement collaboré.

Sur la question fondamentale de la viabilité du système actuel qui, comme l'a démontré Joseph E. Stiglitz, cumule les ratés du point de vue des populations, la perspective des deux femmes contraste. Ostry, haute fonctionnaire de carrière issue des cercles de pouvoir, a une perception qui diffère de celle de Polanyi Levitt, théoricienne proche du socialisme et des mouvements ouvriers. Si l'une est plutôt pragmatique et considère la possibilité de voir advenir, à la suite d'ajustements structurels, une mondialisation au service des populations, l'autre est plus critique. À la différence d'Ostry, Polanyi Levitt est plutôt convaincue que le développement inégal des pays relève moins de défaillances du système que de dynamiques sociales inhérentes au capitalisme mondialisé. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle se consacre, en fin de carrière, à intégrer le colonialisme au modèle théorique de son père Karl.

C'est la qualité des recherches effectuées *en amont* de cette opposition paradigmatique qui permet aux auteurs d'affirmer qu'en dépit du fossé qui les sépare, ces deux approches sont, en fait, les « deux faces d'une même pièce » (p. 104). La thèse défendue par Rioux et Brisson consiste à dire qu'Ostry et Polanyi Levitt « convergent vers une idée centrale commune, l'importance des institutions dans la régulation économique » (p. 104). En effet, pour ces sociales-démocrates, l'accroissement des inégalités économiques s'explique principalement par le fait que les institutions chargées de redistribuer la richesse et d'harmoniser le développement des nations décimées par la Seconde Guerre mondiale ont été détournées de leur fonction initiale. Le tournant bilatéral du libre-échange et la montée du néolibéralisme qui, depuis 1980, limitent la capacité des États à intervenir sur l'économie sont aux antipodes de la mouvance politique à laquelle appartiennent ces deux ardentes keynésiennes.

Ce n'est donc qu'après s'être profondément immiscés dans le contexte de la société canadienne du vingtième siècle, et s'être imprégnés des mémoires d'une quantité impressionnante d'intervenants, que Rioux et Brisson parviennent à établir des ponts entre ces deux économistes *a priori* aux antipodes. Outre un diagnostic similaire quant à l'évolution des pratiques commerciales internationales, l'ouvrage permet de saisir la proximité entre ces figures louangées tant par Pierre Elliott Trudeau que Charles Taylor sur les questions du travail, de la mondialisation et du rôle de l'État.

La principale force du livre réside par conséquent dans la diversité et la richesse des matériaux d'analyse retenus. Le propos s'appuie sur un corpus soigneusement constitué d'archives institutionnelles, de publications, de communications savantes et de témoignages inédits. On reconnaît par ailleurs en Rioux et Brisson leurs qualités de politologues par le brio avec lequel ils reconstituent à partir d'expériences familiales, d'influences intellectuelles et de faits saillants de carrière, le « panorama des transformations politiques économiques et sociales des cent dernières années » (p. 14). Par sa portée biographique, leur démarche permet de contextualiser les idées d'Ostry et de Polanyi Levitt et de faire le lien, dans une perspective matérialiste, entre leur posture théorique et leurs conditions d'existence respectives.

À partir de récits de vie, l'ouvrage permet par ailleurs de situer l'État canadien, ses politiques et ses institutions dans le contexte d'après-guerre. On retient notamment des chapitres un et deux le rôle joué par Sylvia Ostry dans la métamorphose de Statistique Canada, qui passe en quelques années seulement de mal-aimé de la fédération à chef de file international en matière d'analyse de données (p. 38). Cette ascension fulgurante d'Ostry dans la haute fonction publique fait d'elle une pionnière à plusieurs égards. En effet, lorsqu'en 1972 cette éminente érudite est promue statisticienne en chef du pays, elle devient non seulement la première femme à occuper un poste de sous-ministre, mais il s'agit également de

l'une des premières véritables *expertes* à être nommée au gouvernement fédéral, sans considération quant à l'allégeance partisane (p. 35).

Cette première moitié du livre permet de suivre, dans le long temps, le développement de la pensée d'Ostry qui, sans jamais véritablement dévier de la « voie mitoyenne entre l'économie planifiée et le libre-échange pur » (p. 20), a néanmoins évolué au fil du temps. Le passage dédié à ses années au sein du gouvernement de Brian Mulroney à titre d'ambassadrice déléguée aux négociations commerciales multilatérales est particulièrement éclairant en ce sens. On y apprend que la tenue du G7 à Toronto en 1988, quelques années avant la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a passablement ébranlé les certitudes d'Ostry quant aux finalités sociales de l'ouverture des marchés (p. 51), alors qu'elle se voit forcée d'abdiquer devant l'acharnement de l'hégémon américain pour les accords bilatéraux, à l'issue d'une importante négociation. L'économiste se range par la suite définitivement du côté des critiques de la mondialisation, insatisfaite de la tangente corporatiste que prennent dès lors les relations économiques internationales. Elle condamne notamment l'émergence, à l'extérieur du cadre de réglementations formelles des échanges, d'un « système de convergence » favorisant les multinationales au détriment des États (p. 26).

De la même façon, les chapitres trois et quatre transportent le lecteur dans l'univers cosmopolite de Kari Polanyi Levitt. Il réalise rapidement que la trajectoire de l'économiste est façonnée, en sens inverse, par une introspection analogue à celle d'Ostry. Si cette dernière s'est dissociée de manière impromptue des protagonistes du libre-échange, c'est avec les formes les plus radicales de militantisme que rompt Polanyi Levitt en 1956, après la répression du mouvement ouvrier à Budapest (p. 83). De cette contingence émergera la conviction profondément institutionnaliste qui unit tacitement les deux femmes.

À cette universitaire pour laquelle Rioux et Brisson ne tarissent pas d'éloges, on doit

tout un pan des théories de la dépendance et de la sociologie du développement. Si les travaux de Polanyi Levitt sur l'économie des plantations, menés conjointement avec le Trinidadien Lloyd Best, ont fait école par leur ancrage dans la culture des sociétés caribéennes (p. 68), c'est à *Silent Surrender: The Multinational Corporation in Canada* qu'elle doit sa notoriété en sol canadien. Dans son *magnum opus* paru en 1970 (réédité par la suite), l'économiste théorise le processus de subordination de l'économie canadienne aux intérêts des multinationales étrangères (p. 60). Il s'agit à l'époque de l'un des rares ouvrages à avoir eu un certain retentissement tant dans la gauche canadienne-anglaise que dans le mouvement indépendantiste québécois, comme en témoignent les éloges de Jacques Parizeau, qui signe par ailleurs la préface à l'édition française (p. 90).

Si *Silent Surrender* a pu alimenter par la suite une certaine rhétorique nationaliste vouée à la défense des entreprises canadiennes, Rioux et Brisson précisent que cette récupération n'est pas du tout fidèle à la pensée de Polanyi Levitt. Reconnue pour la rigueur scientifique de ses travaux, l'économiste a plutôt tenté de faire reconnaître la nouvelle entreprise *multinationale* comme un acteur économique à part entière poursuivant son propre intérêt (p. 59). La lucidité du propos quant au caractère asymétrique et néocolonial de ce nouveau modèle d'entreprise, hérité de la division internationale du travail, est d'autant plus éloquente à une époque où l'on tend à considérer, à tort, la multinationale comme un instrument de développement économique. Le Nouveau Parti démocratique (NPD) rejettera d'ailleurs la thèse de Polanyi Levitt, la jugeant défavorable d'un point de vue électoral, alors que la base du parti est à ce moment principalement constituée de travailleurs de l'automobile (p. 89).

En somme, on reconnaît la qualité du travail de Michèle Rioux et Hughes Brisson par la justesse avec laquelle le duo est parvenu à circonscrire les déterminants de l'ascension exceptionnelle de Sylvia Ostry et de Kari Polanyi Levitt. En plus d'offrir

au grand public la chance de découvrir le parcours méconnu de deux intellectuelles canadiennes, *Deux économistes à contre-courant* est d'autant plus instructif qu'il permet de se familiariser avec l'économie. Des encadrés didactiques disposés à travers le livre offrent au non-initié une rigoureuse introduction aux principaux penseurs, courants et notions de la discipline. Si l'ouvrage intéressera sans doute tout autant le chercheur en sciences sociales, ce dernier risque d'être légèrement indisposé par la présence du *vécu* sur la contribution théorique des deux femmes. Même si tel n'était pas l'intention initiale du livre, il aurait été intéressant d'inclure davantage de précisions quant aux notions de « mécanisme économique », chez Ostry, et de « développement », dans le cas de Polanyi Levitt. Rioux et Brisson insistent à plusieurs reprises sur l'importance de ces concepts polysémiques pour chacune d'entre elles, sans pour autant en fournir de description substantielle. Cela dit, l'exhaustivité de la bibliographie devrait en principe combler cette lacune.

Samuel Bédard

Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal
bedard.samuel.2@courrier.uqam.ca

Gender, Conflict, Peace, and UNSC Resolution 1325, sous la dir. de Seema Shekhawat, New York, Lexington Books, 2018, 278 p.

Faisant suite aux trois premières conférences mondiales sur les femmes organisées par les Nations Unies (Mexico en 1975, Copenhague en 1980, Nairobi en 1985), la Déclaration et le Programme d'action de Beijing en 1995 ont marqué un véritable tournant pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes à l'échelle internationale. Depuis, la littérature scientifique sur la question de la participation et de la représentation des femmes en politique s'est substantiellement enrichie. Force est de constater le rôle primordial joué par l'Organisation des Nations Unies pour établir la lutte contre les discriminations à l'égard

des femmes comme un objectif majeur de la communauté internationale et d'inscrire celles-ci dans les thématiques de la guerre et de la paix. Adoptée le 31 octobre 2000 par le Conseil de sécurité (CSNU-UNSC), la Résolution 1325 reconnaît non seulement l'impact particulier des conflits sur les femmes, mais aussi le besoin de considérer celles-ci comme parties prenantes à la prévention et à la résolution des conflits. De plus, la Résolution 1325 « sur les femmes, la paix et la sécurité » souligne la nécessité d'intégrer la notion de genre et d'inclure les femmes dans les approches relatives à la sécurité et à la construction de la paix, et d'assurer la protection et le respect du droit des femmes et des filles pendant les conflits.

L'ouvrage *Gender, Conflict, Peace, and UNSC Resolution 1325*, dirigé par Seema Shekhawat, apporte une contribution significative en examinant les principaux défis posés par la mise en œuvre de la Résolution 1325 à travers les plans nationaux d'action (PNA). Face à cette initiative onusienne unanimement acclamée, les différents auteurs du collectif interrogent aussi de manière critique l'écart entre la théorie et la pratique. En juin 2018, seuls 74 des 192 États membres des Nations Unies ont appliqué un PNA. Shekhawat regrette par exemple que sur les 664 accords de paix conclus entre 1990 et 2000, à peine 73 (moins de 11 %) aient inclus une référence aux femmes (p. 6). Tel est le point de départ de l'ouvrage : malgré toutes les bonnes intentions avancées par la Résolution 1325, celle-ci n'a pas engagé la révolution sociale et politique espérée, voire le changement de paradigme – au sens khunien du terme –, puisque les études sur le genre constituent encore un objet de recherche périphérique en Relations internationales, discipline toujours marquée par la figure du *white (American) male*.

Dès les premières pages se voit déconstruite l'idée selon laquelle les femmes forment un groupe monolithique. Pourtant, bien qu'elles ne constituent pas une minorité démographique, les femmes demeurent toutefois les moins privilégiées et les plus vulnérables. L'hyper-masculinité et le patriarcat sont encore intrinsèquement liés